

VIGILANCE SANITAIRE : LA COVID-19 N'A PAS ENCORE DIT SON DERNIER MOT

Alors que les vacances se terminent, le nombre d'infections de COVID-19 dans plusieurs pays occidentaux est en hausse, suscitant des inquiétudes quant à la possibilité d'une nouvelle vague à travers le monde.



Les données de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) indiquent une augmentation du nombre d'infections, avec entre 54 000 et 95 000 nouvelles infections au cours de la semaine du 6 au 12 août 2023. Cette augmentation est la première depuis le début de l'année 2023, qui avait été relativement calme en termes d'infections.

Bien que le niveau de stress actuel ne soit pas comparable à celui ressenti au début de la pandémie, le Dr. Donald Vinh, spécialiste des maladies infectieuses et microbiologiste médical au Centre universitaire de santé McGill (CUSM), estime que la situation ne soit pas à prendre à la légère. Les

experts surveillent de près une augmentation de la concentration de SRAS-CoV-2 dans les eaux usées ainsi que du nombre d'hospitalisations, qui sont remontées au-dessus de 600 par exemple au Québec.

La grande préoccupation reste celle des variants. Bien que l'on ait moins entendu parler de nouveaux variants ces derniers mois, le virus continue de muter. [Le variant EG.5](#), communément appelé Eris, semble avoir pris le dessus et est en train de devenir dominant dans de nombreuses régions du monde. Il est estimé que ce variant est 20 % plus transmissible que d'autres souches d'Omicron. De plus, le variant BA.2.86 est sous surveillance car il présente 30 mutations supplémentaires par rapport au sous-variant d'Omicron, le BA.2, qui avait provoqué une forte augmentation des infections à travers le monde fin 2022. Les experts craignent que ces mutations ne permettent au virus d'échapper davantage à l'immunité acquise, que ce soit par la vaccination ou par l'infection.

Qu'en est-il de l'immunité ?

L'immunité, qu'elle soit conférée par la vaccination ou par une infection antérieure, diminue avec le temps. Seuls 62 % des personnes ayant reçu la série primaire de vaccination contre la COVID-19 sont encore résistants. Au cours des six derniers mois, seuls 5 % des Canadiens ont reçu une dose de vaccin contre la COVID-19, ce qui signifie que pour la plupart des gens, plus d'un an se sera écoulé depuis leur dernière dose. Même ceux qui ont été précédemment infectés ne devraient pas présumer qu'ils sont immunisés contre la COVID-19, car certains variants peuvent échapper au système immunitaire avertissent des chercheurs de l'Université McMaster.

Bien que les nouveaux variants ne semblent pas provoquer des formes plus graves de la maladie, le Dr. Vinh met en garde contre la minimisation de la gravité de la COVID-19. La maladie peut avoir des conséquences graves à court et à long terme, y compris la « COVID longue ».

Les tests rapides restent un outil important pour détecter les infections de COVID-19, bien que leur sensibilité diminue chez les personnes asymptomatiques. Ils ont tout de même permis de détecter la majorité des infections au SRAS-CoV-2. Le Dr. Vinh suggère même que les tests gratuits en pharmacie pourraient être réintroduits en cas de nouvelle vague pour responsabiliser la population.

Retenons que la COVID-19 est loin d'être éradiquée, et les inquiétudes liées aux nouveaux variants et à la diminution de l'immunité suscitent des préoccupations. La vigilance et le respect des mesures préventives, y compris la vaccination, restent essentiels pour faire face à une possibilité d'une nouvelle flambée de la maladie.

Megan Valère SOSSOU

Alerte en Afrique de l'Ouest et Centrale : Insécurité alimentaire au plus haut niveau en une décennie

Une récente [étude des Nations Unies](#) a révélé une situation alarmante en Afrique de l'Ouest et Centrale, où l'insécurité alimentaire aiguë atteint son niveau le plus élevé en une décennie. Cette expansion inquiétante de l'insécurité alimentaire touche particulièrement les pays côtiers et les régions en conflit du Burkina Faso et du Mali, ce qui entrave considérablement les efforts d'aide humanitaire.



Selon l'analyse basée sur le Cadre harmonisé de mars 2023, environ 45 000 personnes dans la région du Sahel seront confrontées à des niveaux de faim catastrophiques, se situant juste avant le seuil de la famine. Parmi elles, 42 000 se trouveront au Burkina Faso et 2 500 au Mali. Les facteurs combinés, tels que les conflits, les impacts climatiques, la pandémie de COVID-19 et les prix élevés des denrées alimentaires, exacerbent la faim et la malnutrition.

Cette détérioration de la sécurité alimentaire se traduit également par une augmentation significative de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans en cette année 2023, avec une hausse de 83% par rapport à la moyenne de la période 2015-2022. Environ 16,5 millions d'enfants seront touchés, dont 4,8 millions souffriront de formes sévères débilitantes. Les incidents de sécurité dans la région, en hausse de 79% entre 2019 et 2023, provoquent des déplacements massifs de population, perturbant l'accès aux terres agricoles et aux ressources nécessaires.

Malgré une amélioration des précipitations en 2022, l'accès et la disponibilité des denrées alimentaires restent préoccupants. La région dépend toujours des importations alimentaires nettes, mais la dépréciation monétaire et l'inflation élevée font grimper les coûts d'importation. De plus, des défis économiques et fiscaux entravent les initiatives visant à stimuler la production alimentaire locale.

Face à cette crise, les organisations internationales lancent un appel à une action collective. Il est impératif d'investir dans le renforcement des capacités des communautés à faire face aux chocs et de promouvoir des solutions locales et durables pour la production, la transformation et l'accès aux denrées alimentaires, en particulier pour les groupes vulnérables.

Les partenaires humanitaires, de développement et le secteur privé sont également sollicités pour soutenir les gouvernements nationaux dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les programmes doivent englober des systèmes de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que des initiatives de protection sociale ciblant les femmes et les jeunes enfants. De plus, les partenariats doivent contribuer à la prévention et au traitement de la malnutrition infantile tout en abordant les défis liés au climat et à la durabilité des ressources naturelles.

En conclusion, la crise alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et Centrale exige une réponse urgente et collective pour atténuer les effets dévastateurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région. Les enjeux sont considérables, mais ensemble, nous pouvons apporter un changement significatif et offrir un avenir meilleur aux populations touchées.

Megan Valère SOSSOU

Relation Chine Afrique : 33 médecins chinois honorés par le Bénin

33. C'est le nombre de médecins chinois ayant bravé monts et vallées pour maintenir la population béninoise en meilleure santé. Ces travailleurs médicaux chinois ont reçu la médaille d'honneur du gouvernement béninois pour leur contribution exceptionnelle à la santé publique au Bénin, grâce à leur travail acharné et à leur expertise.



Depuis 1978, la région autonome Hui du Ningxia, dans le nord-ouest de la Chine, a envoyé 26 équipes d'aide médicale au Bénin, en Afrique de l'Ouest, en vertu d'un protocole signé entre les gouvernements chinois et béninois. Ces équipes, composées de 616 professionnels de la santé, ont sauvé des millions de vies en effectuant plus de 100 000 interventions chirurgicales. Ces médecins chinois sont venus au Bénin avec

un large éventail de compétences.

Ces médecins chinois sont venus au Bénin avec un large éventail de compétences. J'ai apporté des fournitures médicales et des médicaments car il y a une pénurie de matériel médical et de médicaments au Bénin. Ils ont également fourni une technologie médicale couramment utilisée en Chine, mais pas encore disponible au Bénin.

Selon Ma Jie, anesthésiste à l'hôpital Yinchuan First People, les patients traités, étaient souvent dans un état critique ou nécessitaient une anesthésie générale. « Avant de partir, nous avons acheté des médicaments dont nous avons un besoin urgent et les avons donnés aux hôpitaux du Bénin », a-t-il déclaré.

L'équipe chinoise de secours médicaux n'a pas manqué de forger de solides liens d'amitié avec le peuple béninois, renforçant les relations entre la Chine et le Bénin. Ces relations amicales participent également au renforcement de la coopération entre la Chine et les pays africains en matière de santé publique. Toutefois, les médecins chinois continuent de contribuer à l'amélioration des soins de santé au Bénin malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19.

Megan Valère SOSSOU

COVID-19 : Trois déclarations qui rassurent

La COVID-19 n'est pas encore à sa fin mais des nouvelles d'elle, rassure plus d'un. Au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York le vendredi 23 septembre 2022, une rencontre de haut niveau s'est tenue sur la situation de la

pandémie liée à la COVID-19.



Mais des signes positifs restent tout de même remarquables et réconfortant pour [le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres sur la mise sous contrôle de la COVID-19](#). Il s'agit de l'augmentation de la couverture vaccinale dans tous les pays du monde en particulier dans ceux à haut risque.

Au nombre des points forts même dans les pays qui présentent des résultats mitigés, se trouvent l'efficacité de nouveaux médicaments antiviraux, le nombre élevé des travailleurs de santé vaccinés sans oublier celui des personnes âgées vulnérables à la COVID-19.

Un virus de plus en plus sous contrôle

Pour sa part, Tedros Adhanom Ghebreyesus, [Directeur Général de l'Organisation Mondiale de la Santé](#) se réjouit que le nombre de mort évolue à son plus bas nouveau depuis le début de la pandémie liée à la COVID-19.

Plusieurs facteurs seraient à l'origine de ce progrès dans les pays à faible revenu. C'est le cas du système COVAX déployé dans le monde et auquel 92 pays se sont adhésés. Ce système qui a facilité l'accessibilité des vaccins aux populations à travers la livraison en temps records a permis à un moment donné, de doubler la couverture vaccinale selon le Directeur de l'OMS.

En tant que premier acheteur de vaccin et de matériel humanitaire dans le monde, l'UNICEF a largement contribué à

l'atteinte de ces résultats non moins reluisants. Sa Directrice Exécutive, Catherine Russell évoque 12,4 milliards de doses de vaccins administrés sur la planète avec l'appui de l'UNICEF sans oublier la livraison de 800 congélateurs de chaîne ultra froide dans 70 pays en 2021, et les 1,2 milliards d'articles d'équipements de protection fourni au personnel soignant dans 142 pays depuis 2020 et bien d'autres efforts.

Toutefois, du Secrétaire Général de l'ONU à la Directrice Exécutive de l'UNICEF en passant par le Directeur Général de l'OMS, des efforts restent à faire pour éliminer complètement la COVID-19 dans le monde. Il s'agira de renforcer la vaccination en particulier des enfants et des populations des pays de faibles revenus.

Aussi, il importe de continuer avec les dépistages pour éviter de nouveaux variants potentiels tout en rendant disponible les nouveaux médicaments antiviraux partout dans le monde. Des challenges qui appellent à des actions plus que jamais communes pour vaincre la pandémie de la COVID-19 dans le monde.

Megan Valère SOSSOU

Assemblée Nationale : La loi portant hygiène publique adoptée

Les députés ont procédé, ce jeudi 20 janvier 2022, au vote de la loi n° 2022-04 portant hygiène publique en république du Bénin. C'est à l'issue de la plénière conduite par le Président de l'Institution Louis Gbèhounou VLAVONOU.



La loi n° 2022-04 portant hygiène publique en république du Bénin aborde les questions relatives entre autres au rôle des collectivités décentralisées dans la promotion de l'hygiène, la politique d'hygiène des bâtiments publics, des établissements des différents ordres de l'enseignement, des établissements sanitaires, des centres de détention. Elle ne fait pas l'impasse sur la gestion des cadavres, la question de l'hygiène menstruelle et la pollution sonore.

Le nouveau texte adopté par la majorité des députés votants et représentés aborde aussi le statut des structures chargées de veiller au respect des textes en vigueur.

SUPPOSÉ FONDS DE SECOURS COVID-19 AU BÉNIN : C'est faux!

Pour atténuer les répercussions socio-économiques issues des restrictions liées à la pandémie de la Covid-19, les différents gouvernements des pays du monde mettent en place des mesures d'aides financières et bien d'autres. Ainsi, ils se servent du meilleur raccourci de nos jours à savoir le numérique pour l'inscription des différentes catégories de personnes concernées.

Journal

Investigation, Vérification, Information

SANT ENVIRONNEMENT

1er Bi-médias panafricain, indépendant, spécialisé en Santé et Environnement

En ligne <https://www.journalsantenvironnement.africa>, Tel: +229 97 04 40 53, Email: journalsantenvironnement@gmail.com

N° RCCM: RB/ABY/21 A9524 du 26/02/2021, N° IFU: 0202112472319, Lot: C/SB. Hézonho, Bohicon, Bénin

Vérification    Fact-checking

INFOS

OU

INTOX !?



[@JournalSantEnvironnement](#)

Au Bénin, le processus qui concernait les micros et petites entreprises a été lancé pour une deuxième fois le 26 Août 2021 et s'est achevé le 16 septembre 2021.

Mais, force est de constater que, depuis quelques jours les internautes d'ici et d'ailleurs font face à une demande suspecte à postuler pour un « FONDS DE SECOURS COVID-19 ».



Ce message en vogue sur les réseaux sociaux, WhatsApp, Télégramme et Facebook fait état de ce qu'un gouvernement fédéral serait le fournisseur dudit fonds.

De même, ce message incertain qui est partagé à longueur de journée au vu et au su de tous, en privé comme en groupe, invite les internautes à se dépêcher pour ne pas manquer la dite opportunité. C'est totalement faux.

D'abord en ce qui concerne le Bénin, il ne dispose pas d'un gouvernement fédéral.

Ensuite, pour ce que le gouvernement béninois faisait habituellement, les inscriptions se passaient à travers un lien d'un site officiel et sécurisé. Alors qu'au regard du prétendu lien, le protocole de transmission (http) permettant à l'utilisateur d'accéder à la dite page web, expose les

internauts à une soustraction de leurs données personnelles qui seront sûrement utilisées à des fins tendancieuses et compromettantes.

Enfin, dans le domaine du numérique conseillent les spécialistes, le protocole https est plus avancé et plus sécurisé que le http, jugé moins sécurisé. C'est alors une désinformation prétexté de la Covid-19.

Cette vérification tient lieu de prudence en ces temps d'augmentation des cas de contamination due à la variante OMICRON de la Covid-19 qui peut s'avérer moins fatale que la désinformation à son sujet.

***Vous êtes devant une information douteuse dans le domaine de la santé et de l'environnement. Vous ne savez pas quoi faire ?
Ecrivez nous rapidement par Whatsapp au +229 97 04 40 53 et passons à la vérification immédiate pour vous.***

**#Fact_checking #AideCovid-19Bénin #Intox
#JournalSantEnvironnement**

Megan Valère SOSSOU

COVID-19 AU BENIN : Des citoyens récalcitrants à la recherche de leur dose de vaccin

La Covid-19, cette maladie infectieuse provoquée par le coronavirus le plus récemment découvert, le SRAS-CoV-2, continue de perturber profondément tous les secteurs

d'activité essentiels aux besoins vitaux de l'homme. Pour l'éviter, scientifiques et acteurs du monde sanitaire ont su mettre en place des vaccins capables de prévenir la forme grave de la maladie. En les homologuant, l'OMS a souhaité que les populations soient vaccinées le plutôt pour éviter une énième vague de décès imputable à cette pandémie.



A l'instar des différents gouvernements des pays en voie de développement, le Bénin en recevant une quantité non négligeable de vaccin par le biais du mécanisme COVAX, a déroulé une stratégie vaccinale poussée afin de rendre effectif les vœux de l'OMS.

Des mois plus tard, le constat est moins reluisant avec un faible taux de couverture vaccinale. Aussitôt, des mesures coercitives ont été prises par le gouvernement pour hausser le taux de couverture vaccinale. Au nombre de ces mesures se trouve l'interdiction d'accès des personnes non vaccinées aux administrations publiques. S'en sont suivies plusieurs autres mesures prises par certains services déconcentrés de l'Etat au plan départemental.

Du coup, des citoyens jusque là rebellés aux vaccins pour plusieurs raisons sont désormais obligés de se mettre au pas. Ces récalcitrants qui viennent chercher enfin leur première ou seule dose de vaccin contre la Covid-19 selon que l'on soit en face du SYNOVAC, de JONHSON-JONHSON, de ASTRA ZENECA ou de Pfizer.

En tout cas, ils n'ont pas souhaité pour une raison que ce soit, manquer les administrations publiques. Car, la survie de

leurs activités en dépend.

Au centre de santé central de Bohicon, le poste de vaccination ouvert est afflué par des personnes longtemps restées dans la désinformation.

Ces citoyens qui ont voulu résister par conviction panafricaniste ou par peur de subir les pseudo-effets post-vaccinales dissipées par les rumeurs ou simplement parce qu'ils ne se sentaient pas concernés viennent de réaliser qu'il s'agit plus d'une question de santé et de sécurité publique.

La fameuse résistance ne durera pas. Puis qu'ils étaient des milliers à recevoir ces derniers jours leur dose du vaccin contre la COVID-19, dans l'espoir de pouvoir accéder aux services de l'administration publique.

D'un prétexte à une raison de se vacciner

A Sodohomè Alikpa, ce mardi 30 novembre, les personnes non vaccinées en majorité des jeunes côtoyaient, ceux, venus chercher leur deuxième dose pour prolonger l'efficacité du vaccin.

Gabin T., est un agent de recouvrement dans une structure financière à Bohicon. Il déclare « *Je ne croyais pas à l'existence de la maladie selon ce qui est dit via WhatsApp* ». Le voilà qui lâche la vérité. La désinformation à travers les réseaux sociaux a renforcé la résistance aux vaccins.

D'ailleurs, le relais communautaire rencontré à ce poste de vaccination s'étonne de voir autant de gens recevoir une première fois leur dose de vaccin alors plus que la vaccination est lancée depuis de 03 mois. « *J'en ai vacciné une vingtaine pour le compte de cette seule matinée contrairement au début* », a-t-il déclaré.

Pourtant les vaccins contre la COVID-19 étaient disponibles depuis plus de trois mois pendant que le gouvernement n'avait cessé d'appeler les uns et les autres à se faire vaccinés.

À Abomey, la capitale historique du Bénin, les non-vaccinés étaient composés principalement des artisans, des autochtones,

des adeptes de Vodun et surtout des jeunes qui ne sont pas du tout senti concernés.

C'est le cas de Maurice S., mécanicien auto de profession, qui, pour régulariser les pièces administratives de son enfant, candidat au Certificat d'Etude Primaire, a du se plier à la règle en vigueur.

Sur la dizaine de personnes rencontrées au centre de santé de Zakpota, se trouve des enseignants sensibilisés par leur hiérarchie à se faire vaccinés.

Plusieurs ont également dit avoir été d'abord inquiets face à un vaccin développé aussi rapidement. Toujours est il que, pour une raison ou pour une autre, la grande majorité des béninois hostiles à la vaccination contre la COVID-19 reçoit de jour en jour leur dose de vaccin. Il y va non seulement de la sécurité sanitaire de tous mais aussi, de la reprise normale des activités économiques, culturelles et touristiques, véritables secteurs tributaires du développement du Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Couverture Santé Universelle : la PSSP-Bénin et l'association Bénin Santé+ s'activent

La Plateforme du Secteur Sanitaire Privé (PSSP) du Bénin et l'association BÉNIN SANTÉ+ organisent du 8 au 13 Novembre 2021 au palais des congrès de Cotonou la deuxième édition du salon Bénin Santé 2021. A travers cette grande rencontre des acteurs

du secteur sanitaire privé et public du Bénin, la PSSP Bénin et l'association Bénin Santé + vous invitent à explorer la voie du dialogue public-privé pour mieux construire la Couverture Santé Universelle et le développement du Bénin.



08-12
Novembre

Rejoignez nous à
BÉNIN SANTÉ 2021

📍 Palais des Congrès Cotonou

Après le succès de la première édition, la Plateforme du secteur sanitaire privé (PSSP) et BENIN SANTE +, organisent le salon « BÉNIN SANTÉ 2021 », sous le coparrainage des Ministres de la santé et des Affaires sociales. Cet événement qui est à sa deuxième édition, vise particulièrement à donner aux acteurs du secteur sanitaire privé et public l'opportunité : d'identifier les défis de la participation du secteur privé à la Couverture Santé Universelle et de proposer des solutions formulées en recommandations ; d'identifier et de valoriser les interventions du secteur privé non sanitaire pour la santé de leur personnel, de leurs familles et des populations

environnantes ; de répertorier les stratégies contribuant à un impact fort sur les performances du système sanitaire et d'organiser des partenariats avec la diaspora béninoise, pour la mise en place du « Hub diagnostic Bénin Santé ».

A cet effet, la PSSP-Bénin et l'association Bénin Santé+ déroulent lors des journées Bénin Santé 2021, autour du thème « Contribution du secteur privé à la réalisation de la Couverture Sanitaire Universelle au Bénin », des ateliers de formation destinés aux médecins, étudiants et aux intervenants paramédicaux qui répondent aux enjeux de la santé publique.



BÉNIN SANTÉ 2021

UNE INITIATIVE DE :



08-12 Novembre
Palais des Congrès
Cotonou

Intégrer le secteur sanitaire privé, c'est accélérer la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) au Bénin !

INSCRIPTION SUR www.benin-sante.org

Une diversité de formations à découvrir

Le premier module de formation portera sur le « Syndrome d'Apnée du Sommeil ». Une formation à l'issue de laquelle, les participants obtiendront les connaissances pratiques sur le

syndrome d'apnée du sommeil et des techniques de réalisation et d'interprétation des enregistrements de sommeil pour finir par les cas particuliers des enfants. Au nombre des formateurs se trouvent:

Dr MONTEYROL Pierre-Jean – Chirurgien ORL et Cervico-Facial (France)

Pr Wassi ADJIBADI – Titulaire ORL/CCF FSS/UAC (Bénin)

Pr Gildas AGODOKPOSSI – Titulaire Pneumo-Phtisiologie FSS/UAC (Bénin)

Le second module de formation portera sur les «vertiges ». Les participants à cette formation obtiendront les connaissances pratiques sur la pathologie vertigineuse et ses méthodes d'exploration. Les formateurs à ce niveau sont le Dr Catherine VIDAL – ORL & Directrice de Recherche CNRS – Paris (France), Dr Josias SOHINTO – ORL & Chirurgien Cervico-facial Clinique les Mélodies (Bénin) et Pr François AVAKOUDJO – ORL (Bénin)

Quant au troisième module de formation, il portera sur la « Qualité et Sécurité des soins en Gastro-entérologie ». Il permettra aux participants d'obtenir des connaissances sur les méthodes de prévention du cancer du côlon et sur l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients. Cette formation sera assurée par Dr Olivier SPATZIERER – Hépto Gastro-Entérologue Ancien interne des Hôpitaux de Paris (France) et le Pr Jean SEHONOU – (Bénin)

Le quatrième module de formation portera sur « L'hémogramme : Tout ce que vous devez savoir ? ». Une Master Class qui permettra de travailler sur des cas cliniques. Le Pr Akoko KINDÉ GAZARD – Ancienne ministre de la santé, médecin spécialiste en parasitologie-mycologie et Professeur titulaire à la Faculté des Sciences et Santé de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin) et le Dr Romaric MASSI – Médecin spécialisée en hématologie (Bénin) vont l'assurer.

Le cinquième module de formation portera quant à lui sur

»Principes de la juste antibiothérapie empirique ». À cette occasion, les participants obtiendront des connaissances pratiques sur l'antibiothérapie et sur les méthodes de prévention de la résistance aux antibiotiques.

Pour cette énième formation, le Pr ATTINSOUNON Cossi Angelo, Infectiologue, PHU, CHUD BA (Bénin) et le Dr Lucien DOSSOU-GÉTÉ – Infectiologue à la Clinique Louis Pasteur à Porto-Novo (Bénin) seront aux commandes.

Le sixième module de formation portera sur La pose d'un KT périphérique en toute sécurité. En effet cet acte est réalisé plusieurs milliers de fois par jour dans notre pays à plusieurs patients. La 2e thématique abordée est la sécurité du soignant et des autres malades lors des soins aux patients ayant la covid-19".

À l'issue de celle-ci, les participants obtiendront des connaissances pratiques sur les méthodes d'amélioration de la qualité et la sécurité dans la pose des KT périphériques pour limiter les infections liés aux soins. Les compétences seront aussi renforcées pour améliorer le sécurité du soignant et des autres patients à l'occasion des soins au malade de COVID-19.

Et ce serait sous la supervision de M. Benjamin MIDOMIDE, infirmier diplômé d'Etat clinique Louis Pasteur(Bénin) ; du Dr Mariano FANDE, Médecin praticien à la clinique Louis Pasteur et au Programme Santé de Lutte contre le Sida (Bénin); et du Dr Abibata TABE, DNMH au ministère de la Santé (Bénin).

A noter que la vision de cette activité converge avec la volonté du gouvernement du Bénin de garantir une Couverture Sanitaire Universelle (CSU) à tous les béninois.

Si vous souhaitez participer à ce grand événement, bien vouloir vous inscrire à travers ce lien

www.benin-sante.org/inscription/

Megan Valère SOSSOU

Communiqué du Ministre de la Santé

Le Ministre de la Santé informe la population que le vaccin Astra Zeneca est désormais disponible sur les sites de vaccination contre la COVID-19 sur toute l'étendue du territoire national.

En conséquence, il invite les personnes en attente de recevoir leur deuxième dose ainsi que toute personne désireuse de prendre ce vaccin, à se rendre au centre de vaccination le plus proche.

Les personnes, durant la période d'attente, qui avaient fait le choix pour leur deuxième dose, d'un 2e type de vaccin, ne sont pas concernées par ce message.

Ensemble, vaccinons-nous pour nous protéger et protéger les autres !

Cotonou, le 28 septembre 2021

Pour le Ministre de la Santé et par délégation

Ali IMOROU BAH CHABI
Secrétaire Général du Ministère